COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 24 au 02 Mars 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Biodiversité 3
- Travelling exhibition on the humpback whale opens in Seychelles
- Protection des espèces rares : la Mauritian Wildlife Foundation sensibilise
- Mahajanga – Leçons de biodiversité pour des scolaires
- Protection de L'Environnement : La Sensibilisation va bon train

1.2 Changement Climatique 8
- Changement climatique : payer le prix fort !

1.3 Connectivité Numérique 10
- Câble Metiss : Signature du contrat de construction avec ASN et Electra TLC
- Câble Metiss : Signature du contrat de construction

1.4 Coopération 12
- France Volontaires : Onze Réunionnais en mission à Maurice
- Coopération régionale : 11 Réunionnais en mission à Maurice pour diverses thématiques

1.5 Sécurité maritime.....14
- Hamada Mmadi Boléro reçu par Azali

1.6 Développement Durable 15
- Eco-Schools : le BPS conjugue quotidien et conservation

1.7 Pêche 16
- Pêcheries et aquaculture : La Commission de l'océan Indien a organisé un atelier sur les bonnes pratiques
- Pêcheries et aquaculture dans le Sud-Ouest de l'océan Indien : Partage des bonnes pratiques
- Pêcherie et aquaculture dans le Sud-Ouest de l'océan Indien Pour un partage des bonnes pratiques

1.8 Sécurité alimentaire.....21
- Océan Indien : de nouveaux cadres de programmation pour les quatre îles

II. Centres d'intérêts

1.1 Énergie Renouvelable 22
- Énergies renouvelables dans l'Océan Indien : Situation, enjeux et perspectives

1.2 Sécurité Maritime 24
- National Maritime Security Strategy for Seychelles

1.3 Tourisme 26
- Plus de 500 000 touristes en 2017 à La Réunion : "Des chiffres très bons, voire historiques"

23 Février 2018

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/8730/

Travelling exhibition on the humpback whale opens in Seychelles



"Mysterious Cetacean" opened on Friday at the museum of natural history in Victoria (Salifa Karapetyan, Seychelles News Agency)
Photo license

A travelling exhibition about the humpback whale has opened in Seychelles. "Mysterious Cetacean" opened on Friday at the museum of natural history in Victoria - the capital city of the island nation. Begum Nageon de Lestang, who is with the Indian Ocean Commission (IOC)-European Union (EU) Biodiversity Programme, told SNA that the display is organised by the Biodiversity Programme of the IOC with funding from the EU.

"The aim of the exhibition is to present scientific knowledge on humpback whales and raise awareness about the need to protect them, especially as whale watching is a new economic activity in the southwest Indian Ocean," said Nageon de Lestang. Seychelles - a group of 115 islands in the western Indian Ocean - is the third country after Mauritius and Reunion to host this travelling exhibition.

"In this so-called "à la carte" exhibition, the public adopts an active posture choosing among the various contents proposed: history, anatomy, migration, food, legends as the humpback whale reveals some of its secrets" explained Nageon de Lestang. Nageon de Lestang said this exhibition is part of "the



The display is organised by the Biodiversity Programme of the IOC with funding from the EU. (Salifa Karapetyan, Seychelles News Agency) Photo License: CC-BY



In this exhibition, the public adopts an active posture choosing among the various contents proposed: history, anatomy, migration, food, legends as the humpback whale reveals some of its secrets (Sylke Rohrlach/Flickr)
Photo License: CC BY SA 2.0

operation "Humpback Whales of the South Indian Ocean: Knowledge and Awareness", an initiative of the Reunion-based Centre d'études et de découverte des tortues marines (CEDTM)."

Berthilde Belle, curator of the Seychelles Natural History museum, said that they are honoured to host this exposition. "As the exhibition is educational we have invited schools to come during this week to view. We do not get the chance to see the humpback whale up close, so this is a good opportunity. We hope students will come and get informed on this giant species found in the deep ocean," said Belle.

Belle said that to close the exhibition on Saturday, they have invited the museums club members for an activity where they will see the display. The natural history museum will then launch its official programme for this year. "Like this marvellous animal that knows no borders, this exhibition will travel through the countries of the region. After Seychelles, it will be presented in Kenya, Tanzania, Comoros, and Madagascar" said Nageon de Lestang.

Sightings of the humpback whales are not frequent for the inner islands of Seychelles, though these sightings are recorded for the outer islands. A few months back, in September last year, two adult humpback whales died after beaching themselves on Aldabra Atoll.

Located 1,120 kilometres southwest of the main island of Mahe, the atoll is a UNESCO World Heritage site.

LeDEFIMEDIAGROUP

25 Février 2018

http://defimedia.info/protection-des-especes-rares-la-mauritian-wildlife-foundation-sensibilise

Protection des espèces rares : la Mauritian Wildlife Foundation sensibilise



Les pêcheurs ont été sensibilisés sur les facteurs contribuant à l'extermination des espèces rares.

Il faut protéger les espèces rares se trouvant sur les îlots au large de Maurice. C'est le message qu'entend faire passer la Mauritian Wildlife Foundation (MWF). Samedi matin a eu lieu une visite guidée sur l'île-de-la-Passe et l'île-aux-Fouquets en compagnie des pêcheurs de la région.

Selon Amber Cripps, coordinatrice du projet, l'objectif est de montrer les espèces existantes et menacées sur ces îlots et ensuite, favoriser leur préservation. « Le projet vise à réduire les menaces sur l'environnement et la biodiversité », indique-t-elle.

Il y a quatre facteurs qui contribuent à l'extermination des espèces endémiques. Ils sont, souligne Amber Cripps, le feu, les déchets, la destruction des habitats clés par le piétinement involontaire des visiteurs et les espèces invasives telles que les rats et les lezar lakaz.


La campagne que mène la MWF s'étale sur 18 mois.

La sortie sur l'île-de-la-Passe et l'île-aux-Fouquets est la dernière étape d'une série de visites qui a débuté en juin dernier. La campagne de sensibilisation que mène la MWF qui s'étale sur 18 mois est financé par l'Union européenne, par le biais de la Commission de l'océan Indien.

Cinq îlots situés dans le sud-est de Maurice sont ciblés, soit l'île-de-la-Passe, l'île-aux-Fouquets, l'île-Vacoas, l'île-Marianne et l'île-aux-Aigrettes.

27 Février 2018

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/mahajanga-lecons-de-biodiversite-pour-des-scolaires/

Mahajanga – Leçons de biodiversité pour des scolaires



Valorisation de la migration des baleines-à-bosse le long des côtes malgaches pendant l'hiver austral. Ainsi s'intitule le projet financé par l'Union Européenne et la Commission de l'océan Indien. C'est pourquoi l'Association Cétamada met en place des actions en lien avec l'écotourisme baleinier durable et responsable, l'éducation environnementale auprès des établissements scolaires, le développement communautaire (artisanat) et la science participative sur les mammifères marins dans quatre sites, dont Mahajanga. L'objectif est d'éveiller, dès leur plus jeune âge, la curiosité des élèves à la découverte du monde marin dont la diversité, le fonctionnement, les rôles, les pressions, les actions de conservation, à travers des activités ludiques. Du 5 au 17 février, l'action « Biodiversité dans ma cour d'école » a été lancée dans les différentes écoles bénéficiaires du projet. Le but est de conscientiser les élèves sur le sens de l'engagement et de la citoyenneté à la protection de l'environnement. Dans l'ensemble, une centaine d'arbres ont été plantés dans les cours de ces écoles. En ce qui concerne le volet éducation environnementale, le projet travaille avec onze établissements scolaires de la ville. Il s'agit des élèves de la classe de CM1 pour les écoles primaires publiques Barday à Ampasika, Firaisana François Poirier à Marovato-abattoir et Amborovy, ainsi que pour les élèves de 4e du collège d'enseignement général d'Amborovy, les membres du Club des heures creuses de celui d'Ampisikina, et les collèges privés Cocoon et Arc-en-ciel. Les lycéens des classes de 2nde et de 1re des établissements privés Al Noor, Aladin et les membres du Club de français du lycée Philibert Tsiranana font aussi partie des bénéficiaires de ce projet. Au total, environ huit cents élèves des niveaux préscolaire, primaire, complémentaire et secondaire sont touchés par différentes thématiques durant l'année scolaire. L'action a été soutenue par des partenaires locaux tels que le Groupe Star, Orange Madagascar, Mevagro, Madacompost qui se charge de la transformation des déchets et ordures ménagères à Mangatokana, et surtout l'Office régional du tourisme de Boeny. Une équipe locale composée d'un point focal de la Cétamada, d'une stagiaire communautaire et d'un stagiaire scientifique, est basée au bureau de l'Office régional du tourisme de Boeny.

COI et ses Projets

Biodiversité

l'express

27 Février 2018

https://www.lexpress.mu/



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La sensibilisation va bon train

it@mauritian-wildlife.org

Skippers et pêcheurs ont bénéficié d'une formation sur la fragilité des îles du Sud-Est, à la satisfaction de la Mauritius Wildlife Foundation.

C'EST un projet de l'organisation non gouvernementale (ONG) *Mauritian Wildlife Foundation* (MWF) financé par l'Union européenne à travers la Commission de l'océan Indien, qui a été lancé au milieu de l'année dernière et qui apporte son lot de réussite : celui de la sensibilisation sur l'est des îlots du Sud-Est après le passage des humains. Les travaux avaient commencé durant le mois d'août 2017 avec les premières réunions de sensibilisation des pêcheurs, skippers et propriétaires de bateau de la région.

«Nous sommes sur la bonne voie avec le travail de sensibilisation sur les îles au sud-est du pays. À ce jour, ce sont 82 skippers et 78 pêcheurs qui ont été sensibilisés sur la fragilité de ces îles, explique Amber Cripps, la coordinatrice du projet *South-East Islets Sensitisation Project* à la MWF. *«Nous avons eu plus de succès que nous n'imaginions dans ce projet et des retours positifs. Surtout de la part des skippers et des pêcheurs, qui ne manquent pas d'idées pour mieux transmettre nos messages»*





Ci-dessus, deux spécimens de la faune qui ont trouvé refuge sur les îles au sud : le scinque de Bojer et Le Fouquet. En haut, des skippers lors de la visite à l'île aux Aigrettes.

Cette sensibilisation vise à indiquer ce qu'il est possible de faire et surtout à ne pas faire sur les îlots du sud-est afin d'éviter de mettre en danger la faune et la flore endémiques de ces îles. Les îlots visés par le projet sont l'île de la Passe, l'île aux Fouquets (île au Phare), l'îlot Vaccoas, l'île Marianne et l'île aux Aigrettes.

À travers la collaboration du *National Parks and Conservation Service* (NPCS), du service des Bois et forêts, de la National Coast Guard et du *National Heritage Fund*, le gouvernement est aussi impliqué dans la mise en place de la protection de ces îles. Actuellement, le plus gros problème sur ces îles est l'activité humaine. La pollution au plastique, les risques d'incendie avec les barbecues et les grillades ou la destruction de la faune et la flore – simplement par inattention lors d'une marche. Voilà les problèmes auxquels ce projet de la MWF s'attaque. À signaler que deux de ces îles sont interdites d'accès au public pour préserver leur état. Elles sont l'îlot Vaccoas et l'île Marianne. En sus de mettre en place de bonnes pratiques pour le passage de l'Homme sur ces îles, le but est que les gardes-côtes et les utilisateurs de la mer soient capables d'intervenir et faire les bons gestes pour éviter d'endommager la faune et la flore.

«Les personnes qui ont été touchées par les activités de sensibilisation sont venues avec de nouvelles idées qui nous ont surpris. Ces skippers et ces pêcheurs se sont montrés très ouverts pour venir faire avancer le projet, ajoute Amber Cripps. *«Une idée qu'ils ont partagée pourrait paraître surprenante mais elle est logique. Ils ont proposé d'ériger les poubelles placées sur les îles afin d'obliger les visiteurs à ramener leurs déchets avec eux quand ils en auront terminé sur l'île»*

Pour ce projet, plusieurs étapes sont en cours dont une, très importante concerne l'installation de panneaux lisibles à l'intention des Mauriciens et des touristes. Ces panneaux devraient être installés dans le courant du mois de mars.

«Ce travail est en bonne voie, et les personnes concernées sont de plus en plus conscientes de leur impact sur la faune et la flore et elles veulent que cela fructifie. Il y a encore du pain sur la planche mais les résultats par rapport aux skippers et aux pêcheurs montrent que l'intérêt y est, affirme pour sa part Vikash Tatayah, le directeur de la conservation à la MWF. *«Protéger ces îles est plus qu'important pour la sauvegarde des animaux en voie de disparition»*

L'impact de l'exploitation touristique peut être de plusieurs manières, ces îlots représentent un atout majeur dans le Sud-Est mais cela ne doit pas être au détriment de la biodiversité mauricienne. Les oiseaux comme les reptiles, sans oublier la flore et les insectes ont été mis en danger par le développement humain. Avec des projets de ce type, la MWF espère pouvoir sauvegarder ces espèces avec l'aide de la population et des parties prenantes du développement.

Xavier MAUGUERET

LeDEFIMEDIAGROUP

27 Février 2018

http://defimedia.info/changement-climatique-payer-le-prix-fort

Changement climatique : payer le prix fort !



Le changement climatique soumet le monde à des catastrophes naturelles de plus en plus violentes. L'île Maurice n'est pas épargnée. Chaleur, inondations, orages et pluies torrentielles sont désormais monnaie courante. Face à ces défis écologiques, il est important d'agir rapidement.

« Maurice est parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique. Nous sommes à la 7e position », a fait ressortir Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Affaires étrangères et président de la Commission de l'océan Indien (COI). À l'ouverture d'une conférence sur l'accès au financement des pays du Commonwealth pour gérer les catastrophes associées au changement climatique, le ministre a ajouté que la situation se détériorait. « Au lieu de critiquer, nous devons faire un constat de la situation et nous assurer que la protection de l'environnement est prise en compte lors de l'élaboration de certains projets », a-t-il expliqué.

Selon lui, Maurice doit mieux s'organiser avec la logistique et le personnel, afin de se préparer aux évènements imprévisibles. « Le changement climatique est imprévisible. Ses conséquences peuvent être catastrophiques. Il se peut que Maurice soit entré dans un système de courant atmosphérique qui altère le comportement des cyclones. C'est inquiétant », a-t-il dit.

Excès de chaleur

Cependant, quand on parle de la chaleur, il faut être prudent et ne pas parler de vague de chaleur. Parce qu'actuellement, ce n'est pas le cas. « On parle de vague de chaleur quand la température dépasse trois à quatre degrés Celsius dans plusieurs régions pendant trois à quatre jours d'affilée. Pour le moment, nous ne faisons que subir une température normale par rapport à la saison », explique Rakesh Seetohul, prévisionniste à la station météorologique de Vacoas. Celui-ci précise que la température saisonnière est même légèrement plus basse qu'en temps normal. « Il faut savoir que, ces derniers temps, il y a eu beaucoup de pluie. De ce fait, beaucoup de

nuages ont traversé l'île, ce qui a empêché les rayons du soleil de nous atteindre directement et de faire grimper la température. Ce qui fait que c'est une fausse perception que de dire qu'il fait plus chaud que d'habitude actuellement », dit-il.

Cependant, quand on parle de l'excès de chaleur, le premier coupable, c'est souvent l'humidité. « Un fort taux d'humidité, qui survient généralement après des précipitations, va faire grimper le mercure par deux à trois degrés Celcius. Et il va faire plus chaud », dit le prévisionniste. Mais là encore, il y a une nuance. « Il y a une différence entre la chaleur ressentie et la chaleur mesurée. Dans le cas d'un fort taux d'humidité, on va avoir plus chaud. On parle, dans cette situation, de chaleur ressentie, qui est souvent localisée. Cette température n'a aucune influence sur la chaleur mesurée, sur laquelle la station de Vacoas se base pour ses prévisions », précise Rakesh Seetohul.

Pour expliquer une hausse dans la température, il y a aussi le vent du Nord. « Le vent du Nord est un vent qui nous vient de l'Équateur, réputé pour sa forte température. C'est justement l'arrivée de ce vent qui fait grimper la température dans notre région. Mais là encore, c'est parfaitement normal pour cette période de l'année », explique Rakesh Seetohul.

THIERRY LEON, RAJMEELA SEETAMONEE

week-end

25 Février 2018

http://www.lemauricien.com/

Câble METISS

Signature du contrat de construction avec ASN et Electra TLC

Le consortium du système sous-marin de fibre optique METISS a confié la construction de cette infrastructure télécom à très haut débit aux sociétés Alcatel Submarine Networks et Eletra TLC SPA. Telma, de Madagascar, CEB FiberNET et Emtel, de Maurice, Canal+ Telecom, SFR et ZEOP de La Réunion ont regroupé leurs forces pour répondre au besoin de connectivité numérique régional alors que les câbles actuels ne sont pas loin d'être périmés.

Un communiqué de la Commission de l'océan Indien (COI) indique que les opérateurs des télécommunications membres du consortium ont signé le 1er février un contrat pour la construction du câble sous-marin éponyme. La durée des travaux de construction du câble METISS n'a pas été dévoilée, mais la mise en service de l'infrastructure, longue d'environ 3500 km, est prévue pour 2019. D'une valeur financière globale de près de 75 millions d'euros, le câble METISS bénéficie du soutien financier de l'Union européenne et de l'Agence française de développement (AFD). Il reliera Maurice, la Réunion et Madagascar, au continent africain, pour se connecter aux autres câbles internationaux. Il fournira une vitesse de connexion de 24Tbps.

Pour mémoire, lors de la cérémonie de signature du protocole d'accord de coopération pour l'installation du câble METISS, le 29 juin 2016 à Antananarivo, Jean-Claude de l'Estrac, alors secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, s'était réjoui de cette coopération technologique. Il avait déclaré que *« cet accord historique [ ] modifiera profondément le paysage numérique régional et permettra la démocratisation de l'accès au très haut débit au bénéfice des populations et des acteurs économiques ».*

26 Février 2018

https://www.lemauricien.com/article/signature-contrat-de-construction-asn-electra-tlc/

Câble Metiss : Signature du contrat de construction



Photo illustration

Le consortium du système sous-marin de fibre optique METISS a confié la construction de cette infrastructure télécom à très haut débit aux sociétés Alcatel Submarine Networks et Eletra TLC SPA. Telma, de Madagascar, CEB FiberNET et Emtel, de Maurice, Canal+ Telecom, SFR et ZEOP de la Réunion ont regroupé leurs forces pour répondre au besoin de connectivité numérique régional alors que les câbles actuels ne sont pas loin d'être périmés.

Un communiqué de la Commission de l'océan Indien (COI) indique que les opérateurs des télécommunications membres du consortium ont signé le 1er février un contrat pour la construction du câble sous-marin éponyme. La durée des travaux de construction du câble METISS n'a pas été dévoilée, mais la mise en service de l'infrastructure, longue d'environ 3500 km, est prévue pour 2019. D'une valeur financière globale de près de 75 millions d'euros, le câble METISS bénéficie du soutien financier de l'Union européenne et de l'Agence française de développement (AFD). Il reliera Maurice, la Réunion et Madagascar, au continent africain, pour se connecter aux autres câbles internationaux. Il fournira une vitesse de connexion de 24Tbps.

Pour mémoire, lors de la cérémonie de signature du protocole d'accord de coopération pour l'installation du câble METISS, le 29 juin 2016 à Antananarivo, Jean-Claude de l'Estrac, alors secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, s'était réjoui de cette coopération technologique. Il avait déclaré que « cet accord historique […] modifiera profondément le paysage numérique régional et permettra la démocratisation de l'accès au très haut débit au bénéfice des populations et des acteurs économiques. »

23 Février 2018

https://www.lexpress.mu/article/326921/france-volontaires-onze-reunionnais-en-mission-maurice

France Volontaires : Onze Réunionnais en mission à Maurice



Photo de groupe des volontaires réunionnais, à Ebène, ce vendredi 23 février.

Trois ans. C'est le temps que devraient passer onze jeunes Réunionnais dans différents organismes, à Maurice, dans le cadre de leur contrat avec France Volontaires. Cette plateforme, qui a pour mission de promouvoir le volontariat, informe et oriente les personnes qui souhaitent s'engager vers des structures d'envoi de volontaires. Anne Korszuk, responsable de l'antenne Réunion de France Volontaires qui s'occupe de la région Afrique et océan Indien, a rencontré ces onze volontaires, ce vendredi 23 février, lors d'un événement à Ebène.

« Ces onze volontaires sont actuellement dans l'île en appui à différentes structures comme la Commission de l'océan Indien, la Chambre de l'agriculture, le ministère des Affaires étrangères », nous confie Anne Korszuk.

« France Volontaires a pour mission principale de communiquer autour des différentes formes d'engagements volontaires et solidaires à l'international. Notre antenne, basée à la Réunion, couvre la zone Afrique Australe-océan Indien. Depuis 2003, nous accompagnons les différentes collectivités locales de la Réunion dans leur programme de coopération régionale et de mobilité de la jeunesse réunionnaise », nous explique-t-elle.

France Volontaires intervient dans quel type de domaine ? « On intervient sur différents domaines comme le développement local, le tourisme, l'agriculture entre autres. Cela dépend des priorités thématiques des collectivités locales. » Et d'ajouter que « plus de 180 Réunionnais, âgés de 21 à 34 ans, sont partis en mission de volontariat de solidarité internationale à l'étranger depuis 2003. Des missions qui dure entre un et trois ans. »

Xavier Maugueret

COI et ses Projets

Coopération

26 Février 2018

https://www.lemauricien.com/article/cooperation-regionale-onze-reunionnais-mission-a-maurice-diverses-thematiques/

COOPÉRATION RÉGIONALE | Réunion/Maurice

Onze Réunionnais en mission à Maurice pour diverses thématiques



Onze VSI réunionnais sont actuellement en mission à Maurice dans des filières porteuses

Ils sont Réunionnais et sont connus comme des Volontaires de solidarité internationale (VSI), soit des membres de la branche réunionnaise de France Volontaires, implantée à La Réunion en 2003. Depuis, près de 200 jeunes entre 24 et 34 ans, la plupart détenteurs d'un Bac+4 ou 5, effectuent des missions indemnisées d'un an à trois ans dans les pays de la région d'Afrique australe et océan Indien. Le premier VSI est arrivé à Maurice en 2011. Actuellement, 11 sont en poste et un autre sera bientôt recruté. Leurs domaines d'appui, des filières porteuses, sont aussi divers que le développement économique, la création d'entreprises, le développement durable et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Depuis deux ans, un nouveau programme existe, permettant à de jeunes Mauriciens, Malgaches et Comoriens, âgés de 18 à 25 ans, d'apporter leurs compétences aux structures réunionnaises et à vivre une expérience professionnelle.

Grâce aux responsabilités qui leur sont confiées lors de leurs missions, et grâce au réseau de contacts qu'ils bâtissent lors de ces mêmes missions, les VSI ont l'opportunité de s'enrichir et de vivre un parcours professionnel à l'international. Au terme de leur mission dans des organisations locales comme la COI, Business Mauritius, l'Institut français de Maurice, la Chambre d'agriculture et la Croix-Rouge, ils trouvent aisément un emploi.

Ces missions des VSI réunionnais sont cofinancées par la Région Réunion et l'Union européenne. La maison mère des VSI est en fait France Volontaires, opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et qui est la plateforme française des Volontariats Internationaux d'Échanges et de Solidarité.

C'est en tenant compte du rôle que peut jouer la jeunesse dans sa politique de codéveloppement régional que la Région Réunion a associé les jeunes Réunionnais à sa dynamique de coopération. Les missions des VSI permettent de renforcer les liens économiques, sociaux et culturels existant avec les territoires partenaires de la Région Réunion.

Jusqu'ici, 20 jeunes Réunionnais ont été en poste à Maurice, dont 11 y sont toujours. À l'instar de Martine Hippolyte, attachée à la CCI comme assistante technique et qui travaille sur la gestion et la valorisation des déchets. « *On travaille sur un plan d'action à mettre en œuvre dans les divers États membres* », indique-t-elle. Quant à Blandine Rosier, affectée à la Chambre d'agriculture, elle travaille sur un projet de Smart Agriculture en partenariat avec la Région Réunion. « *Nous avons les mêmes problèmes, les mêmes ravageurs, les mêmes maladies. C'est donc intéressant d'échanger.* » Laura Maillot-Techer, elle, est postée chez Business Mauritius, où elle représente le groupe Export Réunion. « *Avec La Réunion, on tisse des liens avec des entreprises mauriciennes et on travaille ensemble pour aller vers l'Afrique. Récemment, on a organisé la 5e rencontre du développement durable.* » À Maurice depuis 2015, Karim Prud'homme travaille pour sa part à l'Union des Chambres de Commerce de l'océan Indien (UCCIOI) et travaille sur la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités des chambres de commerce.

Depuis deux ans, il est possible pour les jeunes Mauriciens, Comoriens et Malgaches de 18 à 25 ans d'apporter leurs compétences aux structures réunionnaises grâce à un nouveau programme de volontariat de réciprocité. Ces missions sont financées par les collectivités réunionnaises. Les VSI ne travaillent pas vraiment à titre volontaire car ils ont droit à des indemnités de subsistance, un forfait dédié au logement et une couverture médicale. Outre une expérience de solidarité, ces jeunes ont l'occasion d'avoir un enrichissement professionnel.

Comores-infos
Toute l'actualité comorienne

27 Février 2018

http://www.comores-infos.net/hamada-mmadi-bolero-recu-par-azali/

Hamada Mmadi Boléro reçu par Azali



Le Chef de l'État SEM Azali Assoumani a reçu le Secrétaire Général de la COI SEM Hamada Mmadi Boléro.

À sa demande, le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien est venu informer le Chef de l'État de la tenue prochaine d'un réunion des Ministres sur la sécurité, notamment la sécurité maritime, à l'Ile Maurice du 28 et 29 avril prochain.

À l'issu de cette réunion, un document sur différents axes de la sécurité maritime sera élaboré. Le chef de l'État, très attentif, a donné son accord pour la participation de son pays, parce qu'il attache une importance particulière à la sécurité de notre région.

Les 2 hommes ont aussi parlé des élections prochaines à Madagascar mais aussi des Assises Nationales aux Comores et du grave incident de Bandar Salam. Le Secrétaire Général de la COI a manifesté la solidarité de l'organisation régionale en faveur des autorités comorienne dans cette affaire.

Beit Salam

HABARI ZA KOMORI

http://www.habarizacomores.com/2018/02/assises-et-incident-bandar-salam-hamada.html

COI et ses Projets

Développement Durable

24 Février 2018

https://www.lemauricien.com/article/eco-schools-bps-conjugue-quotidien-conservation/

GREEN AWARD | Programme Eco-Schools

Le BPS conjugue le quotidien avec la conservation

Le Green Award du programme Eco-Schools a été décerné au collège BPS en novembre 2017. Ce programme vise à sensibiliser les élèves sur l'importance de la préservation de l'environnement. Les élèves de Form VI Jade du Collège BPS ont créé un "*hanging garden*" où les bouteilles en plastique sont recyclées en pots, et où un réservoir collecte l'eau de pluie. Ces actions soutenues dans la durée ont permis au collège BPS de se voir décerner ce Green Award.

C'est la Foundation For Environmental Education du Danemark qui a lancé le concept de E-Schools. Sanjana Bowers, enseignante en biologie au Collège BPS et coordinatrice des projets écologiques, a voulu insuffler l'idée d'être écolo à ses élèves. C'est suite à son bon travail que le collège s'est vu attribuer un Green Award. Sanjana Bowers explique que le Green Flag Award leur a été remis en novembre 2017 et que, pour garder ce titre, il faut toujours présenter de nouvelles idées. « *Autrement, nous perdrons notre Green Flag. Le but est d'amener les filles à prendre conscience de la pollution, de la nécessité de préserver l'environnement, de trouver des solutions pour se débarrasser des déchets et les initier au recyclage. Pour réduire le nombre de déchets, il y a aussi la technique du compostage. Les élèves ont appris à fabriquer leur propre "compost bin" et à créer leur propre jardin* », explique l'enseignante.

Aboutissement d'un travail de longue haleine

Pour Sanjana Bowers, ce projet réalisé sur une base pilote a permis aux élèves de développer un programme sur l'environnement tout en mettant en exergue leur créativité en vue de trouver des solutions immédiates. « *Ce Green Award est l'aboutissement d'un travail pointilleux, mais la quête pour la conservation ne s'arrête pas là. À tout moment, ce prix peut nous être enlevé. L'idée derrière cette campagne est de mettre en place une stratégie, un plan d'action et surtout de faire le suivi au quotidien* », dit-elle.

Pour mener à bien ce projet, une vingtaine d'élèves ont été choisies et il y a aussi eu une sélection d'Eco Captains pour générer des prises de conscience parmi leurs membres. L'an dernier, c'est Shafia Abdool Rajah, 17 ans, qui a été choisie comme Eco Captain. « *Ce projet nous aide à nous remettre en question et à canaliser notre énergie sur tout ce qui touche à l'Eco Friendly Environment. Notre groupe met l'accent sur le recyclage. On a aussi récupéré les bouchons en plastique pour créer une mappemonde. On a aussi vu le nombre de mégots de cigarette que les gens jettent et qui finissent dans l'océan. On a utilisé de vieux meubles pour faire des tables et mettre en place notre propre foodcourt. Le problème du réchauffement de la planète nous interpelle tous* », explique la jeune fille. Elle poursuit : « *One of our mission was also to visit Ecopaix to learn sustainable gardening and respect of soil quality. Ecopaix is an initiative of International Sufi School and they define their vision for Ecopaix as "Agir pour la vie, Retour à la Terre" in the aim of providing a non-violent, non-profitable alternative way of living for all.* »

Cassandra Cabot, 16 ans, la nouvelle présidente qui prendra le relais de Shafia, trouve que le problème du réchauffement de la planète interpelle tout un chacun. « *Avec les cyclones, les débordements de canaux et les pluies torrentielles, il est impératif de revoir notre manière de penser* », dit-elle. Elle évoque le "*hanging garden*" placé dans l'école et où les bouteilles en plastique sont recyclées. « *On a ramassé 5 000 cigarettes sur les plages de l'île et les gens ne réalisent pas le tort qu'ils causent à l'environnement. Ce projet m'a aussi permis de vaincre ma timidité et d'intensifier mon engagement à militer pour tout ce qui est écologique. Il faut réaliser que chaque petite action peut avoir un grand impact sur l'environnement. Il faut capter l'attention de chaque Mauricien. Le Green Award est un fer de lance qui récompense les bonnes actions mais nous voulons aussi présenter d'autres projets de concrétisation* », explique Cassandra Cabot.

Sanjana Bowers se dit heureuse de constater l'engouement et la prise de conscience des élèves. « *Elles sont aussi en train de poser des bases de leur futur emploi. C'est un pas dans la bonne direction et elles ont même pris des initiatives, comme nettoyer les plages, faire le tri des déchets et utiliser l'eau de pluie pour arroser les plantes. Elles s'assurent aussi que les lumières des classes sont éteintes lorsque personne ne s'y trouve. "Soil, air, litter, ocean", tout cela fait partie de notre quotidien et il est temps de prendre conscience que c'est une importance capitale* », souligne-t-elle.

Ce calendrier d'activités Eco-Schools est aussi soutenu par la Commission de l'océan Indien et l'ONG Reef Conservation, placée sous la houlette du ministère de l'Éducation.



Les élèves du BPS ont créé leur propre jardin



Un projet, réalisé sur une base pilote, a permis de développer un programme autour de l'environnement

26 Février 2018

http://infom.mu/2018/02/pecheries-aquaculture-commission-de-locean-indien-a-organise-atelier-bonnes-pratiques/

Pêcheries et aquaculture : La Commission de l'océan Indien a organisé un atelier sur les bonnes pratiques



Le projet *SWIOFish1* de la Commission de l'océan Indien (COI), financé par la Banque mondiale, a organisé du 19 au 21 février 2018 à Beau Vallon aux Seychelles, un atelier sur les bonnes pratiques et les leçons apprises dans la mise en œuvre de projets de pêche et d'aquaculture dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien.

Cet atelier, réunissant des experts et des journalistes venant de 15 pays de la région et d'Afrique de l'Ouest, avait notamment pour but de promouvoir les succès dans le domaine des pêcheries et de l'aquaculture et d'éveiller l'intérêt des journalistes pour la pêche durable, ces méthodes d'extraction raisonnée de la ressource associées à des bénéfices socio-économiques de long terme.

Car, dans la région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI), la pêche emploie directement près de 3,5 millions de personnes. « *La pêche est l'une des ressources renouvelables les plus importantes que les pays de l'AfOA-OI ont à leur disposition pour leur sécurité alimentaire, leurs moyens de subsistance et leur croissance économique. Comme les populations de ces pays continuent à augmenter, les bénéfices futurs que ces ressources peuvent fournir devront concilier les demandes croissantes en matière de pêche avec la capacité des stocks de poissons océaniques, côtiers et d'eau douce pour maintenir la production* », a déclaré Luc Ralaimarindaza, chargé de mission à la COI, en ouverture de l'atelier.

La présentation de la gestion durable de la pêche aux ourites à Rodrigues, du système électronique d'information sur la pêche aux Maldives, de l'évaluation de la pêche à la crevette de surface dans le Banc de Sofala au Mozambique, et d'autres bonnes pratiques mises en place dans la région ont suscité l'intérêt des journalistes participant à l'atelier, qui ont ainsi pu mieux comprendre les réalités et les dynamiques de la gestion durable des pêches dans chaque pays.

En complément, une visite du marché aux poissons de Victoria, des usines de transformation du poisson et du port de pêche à Providence ainsi que d'un site de déchargement de pêche artisanale à Cascade ont pu leur donner un aperçu des méthodes pratiquées aux Seychelles.

L'ouverture officielle s'est faite en présence de Pamela Charlette, ministre seychelloise de la Pêche et de l'Agriculture, et de responsables de la Banque mondiale.

La Gazette de la Grande Ile

27 Février 2018

http://www.lagazette-madagascar.com/2018/02/27/pecheries-aquaculture-sud-ouest-de-locean-indien-partage-bonnes-pratiques/

Pêcheries et aquaculture dans le Sud-Ouest de l'océan Indien : Partage des bonnes pratiques

Le projet SWIOFish de la Commission de l'océan Indien (COI), financé par la Banque mondiale, a organisé du 19 au 21 février 2018 à Beau Vallon (Seychelles) un atelier sur les bonne pratiques et les leçons apprises dans la mise en œuvre de projets de pêche et d'aquaculture dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien. Cet atelier, réunissant des experts et des journalistes venant de 15 pays de la région et d'Afrique de l'Ouest, avait notamment pour but de promouvoir les succès dans le domaine des pêcheries et de l'aquaculture et d'éveiller l'intérêt des journalistes pour la pêche durable, ces méthodes d'extraction raisonnée de la ressource associées à des bénéfices socio-économiques de long terme. Car, dans la région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI), la pêche emploie directement près de 3,5 millions de personnes. « La pêche est l'une des ressources renouvelables les plus importantes que les pays de l'AfOA-OI ont à leur disposition pour leur sécurité alimentaire, leurs moyens de subsistance et leur croissance économique. Comme les populations de ces pays continuent à augmenter, les bénéfices futurs que ces ressources peuvent fournir devront concilier les demandes croissantes en matière de pêche avec la capacité des stocks de poissons océaniques, côtiers et d'eau douce pour maintenir la production », a déclaré Luc Ralaimarindaza, chargé de mission à la COI, en ouverture de l'atelier. La présentation de la gestion durable de la pêche aux ourites à Rodrigues (Maurice), du système électronique d'information sur la pêche aux Maldives, de l'évaluation de la pêche à la crevette de surface dans le Banc de Sofala au Mozambique, et d'autres bonnes pratiques mises en place dans la région ont suscité l'intérêt des journalistes participant à l'atelier, qui ont ainsi pu mieux comprendre les réalités et les dynamiques de la gestion durable des pêches dans chaque pays. En complément, une visite du marché aux poissons de Victoria, des usines de transformation du poisson et du port de pêche à Providence ainsi que d'un site de déchargement de pêche artisanale à Cascade ont pu leur donner un aperçu des méthodes pratiquées aux Seychelles. L'ouverture officielle s'est faite en présence de Pamela Charlette, ministre seychelloise de la Pêche et de l'Agriculture, et de responsables de la Banque mondiale. Faut-t-il noté que le projet SwioFish, mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien et sur financement de la Banque mondiale, vise à améliorer l'efficacité de la gestion des pêches aux niveaux régional, national et communautaire ainsi que d'accroître les avantages économiques, sociaux et environnementaux de la pêche marine durable pour les pays du Sud-Ouest de l'océan Indien.

La Gazette des Comores

01 Mars 2018

http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/p%C3%AAcherie-et-aquaculture-dans-le-sud-ouest-de-l%E2%80%99oc%C3%A9an-indien-pour-un-partage-des-bonnes-pratiques-.html

Pêcherie et aquaculture dans le Sud-Ouest de l'océan Indien Pour un partage des bonnes pratiques



Le projet SWIOFish1 de la Commission de l'Océan Indien (COI), financé par la Banque mondiale, a tenu du 19 au 21 février 2018 aux Seychelles, un atelier sur les bonne pratiques et les leçons acquises dans la mise en œuvre de projets de pêche et d'aquaculture dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien.

Un atelier, qui a réuni des experts et des journalistes venant de 15 pays de la région Océan indien et d'Afrique de l'Ouest, s'est tenu la semaine dernière aux Seychelles. Portant sur les bonnes pratiques et les acquis dans la mise en œuvre de projets de pêche et d'aquaculture dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, le rassemblement a fait la promotion des succès dans le domaine des pêcheries et de l'aquaculture. L'atelier était également le moyen d'éveiller l'intérêt des journalistes pour la pêche durable, ces méthodes d'extraction raisonnée de la ressource associées à des bénéfices socio-économiques sur le long terme.

Aujourd'hui, la pêche emploie directement près de 3,5 millions de personnes dans la région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AfOA-OI). « La pêche est l'une des ressources renouvelables les plus importantes que les pays de l'AfOA-OI ont à leur disposition pour leur sécurité alimentaire, leurs moyens de subsistance et leur croissance économique. Comme les populations de ces pays continuent à augmenter, les bénéfices futurs que ces ressources peuvent fournir devront concilier les demandes croissantes en matière de pêche avec la capacité des stocks de poissons océaniques, côtiers et d'eau douce pour maintenir la production », a déclaré Luc Ralaimarindaza, chargé de mission à la COI, en ouverture de l'atelier.

En complément, une visite du marché aux poissons de Victoria, des usines de transformation du poisson et du port de pêche à Providence ainsi que d'un site de déchargement de pêche artisanale à Cascade. Les concernés ont ainsi pu leur donner un aperçu des méthodes pratiquées aux Seychelles.

Le projet SwioFish1, mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien et sur financement de la Banque mondiale, vise à améliorer l'efficacité de la gestion des pêches au niveau régional, national et communautaire ainsi que d'accroître les avantages économiques, sociaux et environnementaux de la pêche marine durable pour les pays du Sud-Ouest de l'océan Indien.

Mohamed Youssouf

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES BONNES DE L'OCÉAN INDIEN
http://ecoaustral.com/de-bonnes-pratiques-en-pecheries-et-aquaculture

La Gazette de la Grande Ile

24 Février 2018

http://www.lagazette-madagascar.com/2018/02/24/ocean-indien-de-nouveaux-cadres-de-programmation-quatre-iles/

Océan Indien : de nouveaux cadres de programmation pour les quatre îles

Le suivi de la mise en œuvre des projets planifiés dans les documents cadre de programmation pays (CPP) des pays couverts par le Représentation de la FAO à Antananarivo, en l'occurrence Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles, a permis de relever l'atteinte des objectifs en fin 2017. Ainsi, depuis mars 2017, le processus de formulation de nouveaux documents CPP a été lancé au niveau de chaque pays et ce conjointement avec les gouvernements respectifs. Ces nouveaux CPP présentent les priorités identifiées par chaque pays et les programmes et projets qui seront mis en œuvre par chaque Gouvernement en collaboration avec la FAO ainsi que d'autres partenaires qui seront mobilisés. Ces programmes/projets qui seront exécutés pour la période 2018-2021 permettront de répondre aux défis prioritaires identifiés pour lesquels les pays veulent bénéficier de l'assistance technique de la FAO.

Parmi ces interventions, le Programme régional pour la sécurité alimentaire et la nutrition (PRESAN) porté par la Commission de l'océan Indien (COI) est commun aux quatre pays. Ce programme commun aux îles de l'océan Indien vise à améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région, et ce en termes de disponibilité de produits alimentaires en quantité suffisante – malgré les défis du changement climatique – , de meilleure qualité et sains ; d'accès à ces produits grâce à la promotion d'un commerce intrarégional de proximité qui soit régulé et stable ; et de meilleure utilisation des aliments pour une bonne nutrition garante d'un développement humain et économique de chaque île.

Au cœur des actions qui seront menées, la Résilience face au changement climatique constituera une préoccupation majeure et devra allier les aspects d'Agriculture intelligente face au climat, de réponse genre au défi Faim zéro, de travail rural décent et de bonne gouvernance et coordination.

La Gazette de la Grande Ile

24 Février 2018

http://www.lagazette-madagascar.com/2018/02/24/energies-renouvelables-locean-indien-situation-enjeux-perspectives/

Énergies renouvelables dans l'Océan Indien : Situation, enjeux et perspectives

Les pays de l'Océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles) disposent d'un fort potentiel dans la plupart des filières renouvelables, que ce soit l'éolien, le solaire ou l'hydraulique, mais également la géothermie, la biomasse et les énergies marines. Ces ressources renouvelables sont pour l'instant largement sous-exploitées dans la zone.

L'indépendance énergétique est un défi commun aux économies insulaires qui s'appuient encore principalement sur d'onéreux moyens de production fossile.
Si Maurice et les Seychelles ont engagé de véritables dynamiques dans le domaine des énergies renouvelables, grâce à la mise en place d'incitations à l'investissement et à la présence d'un climat d'affaire favorable, les développements semblent plus lents à Madagascar et surtout aux Comores. Les secteurs électriques de ces deux derniers pays font face à des enjeux de financement, de gestion et de gouvernance qui entravent le développement des énergies renouvelables malgré un fort potentiel notamment en ce qui concerne l'électrification rurale.

Et selon les données publiées par le service économique régional de l'ambassade de France au Kenie et rédigées par C. Defard, et revues par : J. Hamann et B. Gauthier, il est, notamment, fait état que des progrès sont à attendre dans toute la zone, à divers degrés selon les pays, en matière de développement d'un cadre règlementaire adapté et de mise en œuvre d'innovations technologiques.

De fortes disparités d'accès à l'électricité mais une dépendance partagée aux combustibles importés.
Les taux d'accès à l'électricité varient selon les îles concernées. Ainsi, alors que Maurice et les Seychelles ont quasiment achevé l'électrification de leur territoire, l'accès à l'électricité reste un enjeu important aux Comores et à Madagascar. Maurice et les Seychelles sont considérés comme des modèles de gouvernance en Afrique. À contrario, Madagascar et les Comores comptent parmi les pays les plus pauvres du monde. Dans ces deux îles, le faible accès à des sources d'énergie modernes ainsi que la cherté et le manque de fiabilité de la fourniture électrique pénalisent le développement économique en pesant sur la compétitivité de l'économie et le coût de production de biens et services. L'émergence d'une industrie locale et la création de PME/PMI sont ainsi fortement contrariées et la nécessité de

recourir à des groupes électrogènes pour assurer une production fiable se traduit par des surcoûts significatifs.

Au-delà de la disparité des niveaux de développement économique des différentes îles et archipels de l'Océan Indien, celles-ci font face à des défis communs. L'insularité qui les caractérise rend impossible toute intégration régionale, et leur dépendance à l'électricité d'origine thermique les expose fortement à la fluctuation des prix du combustible importé. Cependant, l'Océan Indien possède un très fort potentiel de développement des énergies renouvelables à même de répondre à la demande croissante d'électricité ainsi qu'aux objectifs d'indépendance énergétique et de production d'électricité bas carbone. La production d'électricité hors-réseau ou en mini-réseau semble notamment bien positionnée pour répondre aux problématiques d'électrification de zones à faible densité de population, ainsi qu'à la décarbonation des mix insulaires.

Des stratégies bailleurs

Dans le cadre de son programme SUNREF Océan Indien, l'AFD a ouvert des lignes de crédit dédiées d'un montant total de 60 MEUR auprès de deux banques commerciales mauriciennes, la Mauritius Commercial Bank (MCB) et la State Bank of Mauritius (SBM), actives dans l'Océan Indien (Maurice, Seychelles, Madagascar et Comores, ainsi que le Mozambique). Le programme prévoit également une assistance technique gratuite pour les banques et leurs clients, ainsi qu'une subvention de 8% du montant du prêt versée une fois le projet réalisé sous condition de conformité avec les objectifs de l'investissement…

National Maritime Security Strategy for Seychelles

Work ongoing to finalise document



Consultations to draft a National Maritime Security Strategy for Seychelles with different actors and stakeholders who are working in, playing a role in protecting and safeguarding or are connected in one way or another to the maritime domain, started earlier this year and yesterday a draft of the document was presented to them to get their final inputs.
This was during a validation workshop held at REFLECS 3 at the ex-Coast Guard base.

Leading the process is Michele Stallone, an international independent expert in maritime security with expertise in port security, port safety and port efficiency and management as well as having deep knowledge of the Indian Ocean region, the Gulf of Aden, Horn of Africa, Arabic Peninsula and the Gulf of Guinea coastal countries.

The decision to have a National Maritime Security Strategy was announced by President Danny Faure during the Ocean Conference in Malta in October last year. President Faure said during the conference that maritime security is an extremely important component of the sustainable development of the ocean economy. "But, because of our limited and competing resources, it is particularly important that we have a well-thought out maritime security strategy," he said, while welcoming any cooperation and support that may be extended to us in this regard.

During the Ocean Conference it was also agreed that each country should be able to assess the difficulties and numerous maritime threats brought

about by globalization, the increasing importance of the maritime domain for the Indian Ocean islands among other related issues. Mr Stallone said yesterday that the consultations he has had with different stakeholders here during the process were at high level.

"The discussions were concise, and I had the chance to better understand how Seychelles is organized with regard to the maritime domain and they have all expressed real concern about maritime security threats at both operational and institutional levels," Dr Stallone pointed out. He said operational threats reported and talked about are namely piracy, human trafficking, drug trafficking and IUU (illegal, unreported and unregulated) fishing. He noted that there are also threats that cannot be seen but everyone knows exist and are there and they are even more dangerous, and these are institutional threats like corruption, lack of transparency and accountability.

During yesterday's workshop which saw the involvement of high level representatives of stakeholders from all the different ministries, departments and agencies, Dr Stallone went over the different findings and recommendations that have been compiled, sought their final inputs and discussed them at length as they will be considered in the final report to be ready during the year.

22 Février 2018

https://www.zinfos974.com/Plus-de-500-000-touristes-en-2017-a-La-Reunion-Des-chiffres-tres-bons-voire-historiques_a124671.html

Plus de 500 000 touristes en 2017 à La Réunion : "Des chiffres très bons, voire historiques"

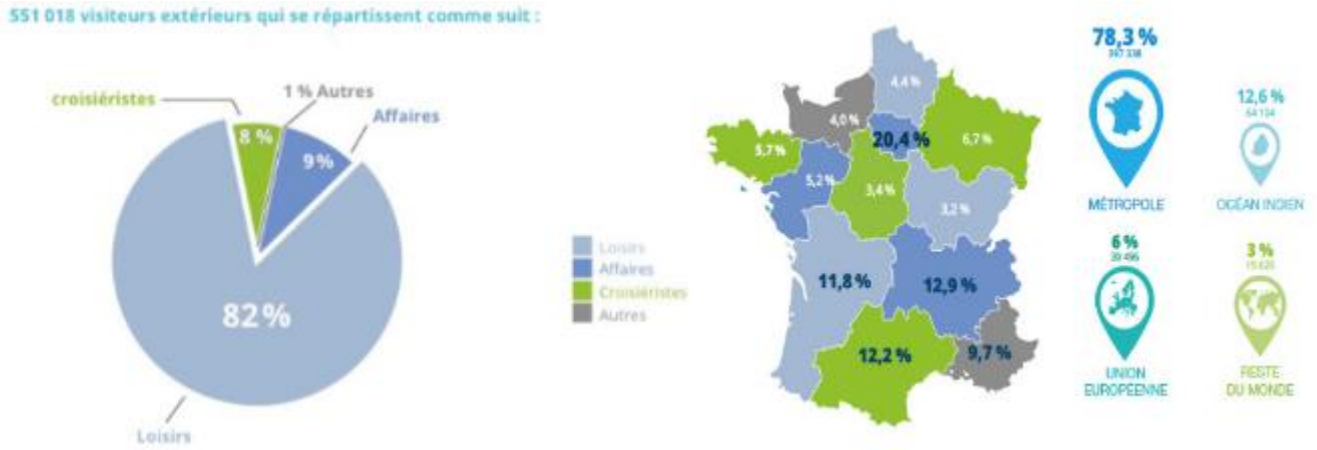


Le Président de la Région Réunion, Didier Robert, et le Président de l'Île de la Réunion Tourisme, Stéphane Fouassin, présentent le bilan touristique de l'année 2017 à La Réunion, ce jeudi, au MOCA à Montgaillard. "Des chiffres bons, très bons, voire historiques" pour le tourisme réunionnais, c'est ce qu'a annoncé Stéphane Fouassin, président de l'IRT. Les recettes touristiques sont en hausse avec 357,2 millions d'euros (+9,5% par rapport à 2016).

551 000 visiteurs extérieurs ont été accueillis à La Réunion en 2017 : 507 563 touristes et 43 276 croisièristes, soit une progression de 10,8% par rapport à l'année précédente. Le directeur général des îles vanilles Pascal Viroleau est optimiste, "lorsqu'on voit qu'il y a trois ans, nous étions à 14 000 croisièristes". Les nouvelles capacités d'accueil devraient également aider. D'autant qu'il faut savoir "qu'un croisièriste dépense plus sur une journée sur l'île qu'un touriste lambda", précise-t-il.



La France métropolitaine demeure toujours le marché le plus porteur : 78,3 % de la fréquentation totale. Le nombre de touristes venus de l'hexagone est en hausse de 7,59%, comparativement à l'année 2016 avec 397 338 touristes. Le nombre de touristes en provenance de la zone océan Indien a par ailleurs augmenté de près de 46% sur un an



et représente aujourd'hui 6% de la fréquentation totale avec 64 104 touristes. Les actions sur le marché européen (et notamment l'Allemagne) continuent de porter leurs fruits pour cette zone qui représente aujourd'hui 6% de la fréquentation totale avec 30 496 touristes, c'est 4,37% de plus que l'année dernière.

La clientèle de loisirs reste largement majoritaire

La clientèle de loisirs représente 88,9% du volume global des arrivées sur notre île, complétée par 10,3% de tourisme d'affaires. 17 jours, c'est la durée moyenne de séjour de ces touristes extérieurs sur l'île. Les Métropolitains sont les touristes qui restent deux fois plus longtemps. Près de 50% d'entre eux logent chez des amis ou de la famille.



Mais ce qui n'empêche pas que les locations saisonnières augmentent. Plus de 108 000 touristes ont choisi de résider dans l'un des hôtels de l'île lors de leur voyage, c'est 11,48% de plus qu'en 2016. 9 établissements, soit plus de 550 chambres devraient voir le jour, même si IRT et Région ne peuvent encore rien dévoiler à ce sujet. Pour 40% des touristes, il s'agit de leur premier voyage à la Réunion. Ce qui induit que 60% sont déjà venus et ont ainsi pu recommander à leur entourage cette destination. Au total 87,7% souhaitent revenir en vacances à la Réunion et 99% la recommandent comme destination. Les chiffres concernant le tourisme local devraient être dévoilés courant du mois d'avril 2018, comme l'a confié le président de l'IRT, Stéphane Fouassin.

A.D